

Kadhafi qui fait de ce dernier son chef unique autant que celui-ci fait de lui le groupement politique unique ayant le droit d'exister.

Si Kadhafi a pu longtemps résister à la pression interne et externe contre son régime, c'est qu'il a réussi à réactiver les liens sociaux classiques sur la base desquels son groupement politique « zaâmatique » est fait, tout en obligeant les révoltés à recourir à la force armée pour tenter d'abattre son régime.

Avec la chute probable du dernier bastion autour de la ville de Syrte et la fin des opérations militaires qui se profilent, se pose la question de la reconstruction économique de la Libye. Ce pays, sans avoir été dévasté a naturellement souffert du récent conflit. Avec ses réserves pétrolières et gazières, il dispose des moyens de sa reconstruction. Cependant cette richesse, concentrée exclusivement sur les hydrocarbures, n'a pas conduit à un véritable développement et à une diversification des secteurs économiques. Il faut donc non seulement reconstruire mais aussi tout simplement construire une économie moderne. Tout cela ne sera possible que si le Conseil National de Transition parvient rapidement à restaurer la stabilité et la sécurité, et c'est dans ce contexte que doit être pensé le rôle de la communauté internationale.

La Libye : un pays désorganisé plutôt que dévasté

Il est encore trop tôt pour faire le bilan des destructions engendrées par l'insurrection menée par le Conseil National de Transition depuis plus de sept mois. Les combats ont relativement épargné la région Est du pays et notamment la ville de Benghazi, ainsi que les villes du centre et du sud. Ce n'est pas le cas de la Tripolitaine et notamment toute la région côtière à l'ouest de Tripoli. Au total, les infrastructures d'exploitation pétrolières et les terminaux d'exportation n'ont pas été trop touchés malgré des combats violents dans certains ports comme Brega.

Les destructions touchent cependant les bâtiments, les infrastructures de transport et de communication. Au delà des aspects matériels, ce dont la Libye souffre, c'est une terrible désorganisation de l'industrie et des services, ce qui rend la situation humanitaire très préoccupante. Il est nécessaire de restaurer d'urgence l'accès au gaz, à l'essence, à l'électricité, afin de remettre en marche les infrastructures sanitaires du pays. À moyen terme, il faut rétablir les réseaux de distribution commerciaux des biens de consommation de première nécessité. On ne peut pas vivre

Et comme la parenté, le voisinage et le clientélisme peuvent être mobilisés par l'argent et l'usage de la force crue, cela lui a permis, contrairement à ce qui a eu lieu en Tunisie et en Egypte, de confiner le débat politique en Libye dans les dédales du discours tribal et régional, sans donner la moindre chance à l'élite intellectuelle, parlant de liberté, de démocratie et de modernité politique, d'influer sur le cours des

événements. Et c'est aussi ce qui explique pourquoi la « révolution » libyenne semble être l'œuvre de groupuscules armés dont il est difficile de prévoir dans l'avenir le comportement politique envers le Conseil de Transition.

Mouldi LAHMAR

Professeur de sociologie politique
à l'Université de Tunis

LIBYE : LE TEMPS DE LA RECONSTRUCTION

longtemps, même en Libye, sans magasins approvisionnés d'autant que l'essentiel des besoins alimentaires est importé.

La Libye un pays riche

La Libye dispose cependant des moyens de sa reconstruction. C'est sa chance. En considérant la richesse annuelle par habitant qui s'élevait à 14000 dollars par tête, ce pays était l'un des plus riches d'Afrique ! Son sous-sol est une véritable mine qui peut lui assurer des ressources pour plusieurs décennies. Aux réserves estimées de pétrole (60 milliards de barils), s'ajoute le gaz dont les réserves ne semblent pas même encore toutes identifiées. Il faudra un ou deux ans pour que la Libye puisse atteindre le niveau de ses exportations de pétrole d'avant le conflit et qui se montait à 1,5 millions de barils par jour, ce qui représente plus de 50 milliards de dollars d'exportation par an. Tout se passe comme si chaque libyen bénéficiait d'une rente annuelle de



© Youssef EL Kalai

10000 euros. Avec l'augmentation tendancielle du prix des hydrocarbures, ces montants pourraient doubler dans les dix ans qui viennent.

À ces ressources mobilisables à moyen terme s'ajoutent les avoirs gelés du régime Kadhafi dans les pays étrangers. S'il est difficile de faire des estimations précises, ces sommes représentent des montants considérables qui pourraient financer une grande partie de la reconstruction. Le CNT estime que 160 milliards de dollars sont répartis dans différents pays dont 30, 20 et 7,2 milliards respectivement aux Etats-Unis, en Grande Bretagne et en Allemagne.

La Suisse détient environ 650 millions de CHF et souhaite remettre rapidement ses actifs, détenus par des entreprises publiques libyennes au CNT.

La Libye : un pays économiquement sous développé

Paradoxalement, malgré sa richesse, la Libye est demeurée une économie sous développée. Si dans les années 70 et 80, le régime Libyen a réussi à jeter les bases d'un état-providence en finançant très largement la construction de logement, d'hôpitaux et d'écoles, cela ne s'est pas traduit par une diversification et une véritable modernisation. À part le pétrole, l'économie Libyenne est restée embryonnaire. Le secteur des services (commerce, transport, télécommunication) est rudimentaire sans parler du tourisme, de la restauration, de l'édition. Les services à la personne étaient essentiellement le fait de travailleurs sous qualifiés venant du Sahel assurant des tâches domestiques. L'exemple le plus frappant est le tourisme alors qu'il est susceptible de représenter un secteur d'exportation très important à l'avenir. Avec moins de 200000 visiteurs par an avant le conflit, la Libye était très en deçà de son potentiel et faisait figure de parent très pauvre face à ses deux voisins, la Tunisie qui accueillait annuellement 7 millions de touristes et l'Égypte qui en accueillait presque deux fois plus. Avec ses 1600 km de côtes, ses sites archéologiques, son désert, la Libye ne manque pourtant pas d'atouts.

Les conditions économiques de la reconstruction

Si la Libye dispose des moyens de financer son développement, encore faut-il que deux conditions économiques soient remplies. Tout d'abord, il faut bien comprendre que les travailleurs étrangers dont le nombre approximatif était de 1,5 à 2 millions de personnes, soit un quart environ de la population, faisaient littéralement tourner la machine économique libyenne. De nombreux cadres d'entreprises venaient de Tunisie et surtout d'Égypte. Des travailleurs en provenance du Sahel assuraient des emplois

dans l'agriculture, le commerce, le transport... La plupart de ceux qui avaient un peu de moyens et notamment les cadres, ont rapidement quitté le pays tandis que les travailleurs sahéliens ont été suspectés d'appartenir à des groupes de mercenaires stipendiés par le régime voire victimes de règlements de compte. Plus d'un demi-million, certainement plus, auraient quitté le pays.

Par ailleurs, des investissements d'entreprises étrangères seront nécessaires pour remettre en état de nombreux secteurs

économiques. C'est vrai dans le pétrole mais aussi dans les secteurs des télécommunications par exemple. Si l'engagement des entreprises étrangères dans les hydrocarbures se fera facilement en raison des perspectives de profits futurs, une véritable reconstruction du pays passera par des prises de participation et des investissements massifs d'entreprises étrangères.

La reconstruction en Libye prendra donc du temps. Elle ne sera possible que si le Conseil National de Transition parvient

rapidement à restaurer la stabilité et la sécurité dans le pays. S'il réussit et si les Libyens entrevoient rapidement une possibilité d'amélioration de leur situation économique et sociale, cela sera décisif dans le bilan total d'une intervention étrangère qui fut un formidable pari géopolitique qui est loin d'être tout à fait gagné.

Jean-Yves MOISSERON

Economiste à l'IRD

Rédacteur en chef de la revue Maghreb-Machrek

LE PETROLE GENERATEUR DE DESEQUILIBRES DE CRISES SOCIALES

De toute évidence, le pétrole a beaucoup influé sur la Libye et a même surdéterminé la logique de fonctionnement de son système politique, et quelles que fussent les modes de son exploitation, il a certainement pu conditionner les comportements individuels et collectifs, les conceptions du temps, du travail et du sacré. C'est pourquoi la question principale qui s'est posée depuis 1960 était de savoir comment pourrait être investi, de manière satisfaisante, le surplus financier provenant de rente pétrolière. La réponse n'a pas été facile, si l'on considère les multiples politiques souvent contradictoires en matière d'exploitation de la rente pétrolière. Car lorsque nous parlons de pétrole dans le monde arabe d'une manière générale, et en Libye plus particulièrement, nous pouvons constater un phénomène de détermination par le politique, et nous avons aussi en vue les hésitations et les tâtonnements qui ont caractérisé plusieurs décennies de « gestion pétrolière ». Nous désignons aussi l'hypothèse selon laquelle la rente pétrolière n'a pas été traitée d'une façon rationnelle au sens usuel du terme, les considérations politiques ayant primé sur toutes les autres considérations et surtout stratégiques.

En effet, les grandes opérations d'infrastructures, d'industrialisation et de gros investissements, étaient souvent décidées en fonction de considérations politiques plutôt que stratégiques ou de rentabilité économique. C'est ce qui induit les échecs rencontrés au cours du processus de développement, la rente pétrolière ayant été gérée en fonctions des rapports avec les puissances étrangères, des conflits régionaux armés des ambitions politiques, des rêves expansionnistes (la bande d'Aouzou au Tchad) et des politiques exagérées d'armement.

Notre hypothèse, du reste très variable, est que le pétrole a financé et entretenu la violence exercée en Libye entre 1969 et 1990, et qu'il a surtout servi ce qu'on pourrait appeler la « bédouinité rentière négative », c'est-à-dire une organisation sociale qui répond sur une alliance entre le

pouvoir et les tribus et dont le but était les réparations des revenus pétroliers et la reproduction des normes et des valeurs de la société bédouine.

Il est vrai que le pétrole a beaucoup contribué à l'amélioration des conditions de vie des masses pour les soins médicaux et pour l'éducation, mais a permis de réhabiliter la tribu et de répandre dans l'ensemble de la société des doses excessives de violence mises en applications par des dispositifs sécuritaires variés et souvent concurrentiels. Partant de toutes les constatations précédentes, nous dirons qu'il est normal que le pétrole ait entraîné des déséquilibres et des ruptures et qu'il ait complètement bouleversé l'architecture de la société traditionnelle et surtout agricole, l'agriculture ayant été abandonnée et le paysan ayant déserté la terre au profit de



© Presse Canadienne/AP photo

postes lucratifs et stables dans les villes, d'où en Libye une grave crise ayant entraîné une situation de dépendance alimentaire péniblement ressentie par les populations. La rente pétrolière a créé des situations irréversibles telles que l'effondrement de l'agriculture et de l'organisation sociale qui la sous-tendait, puisque la société était préoccupée par la circulation et la distribution des revenus pétroliers qui n'étaient en fait pas liées à une activité productive.

Cette crise n'était pas due au manque d'investissement et de moyens, mais plutôt à celle de toute la société, parce qu'elle était avant tout culturelle et symbolique et provenait de la dévalorisation du travail

agricole, de la dépréciation du paysan et de l'attraction des villes aux dépens des campagnes, tous ces facteurs facilitent la rupture avec le monde rural. Ainsi a-t-il semblé que la tâche fondamentale en Libye était dans la réhabilitation du paysan, dans son insertion dans de solides circuits de production, dans la limitation de l'exode rural et dans la revalorisation du travail agricole, ce qui n'est pas une mince tâche. Car elle exigeait l'émergence d'une nouvelle culture et d'un nouveau mode de socialisation qui puissent valoriser l'agriculture et le paysanat libyens, une réhabilitation indispensable si l'on considère que l'exode rural était devenu un problème crucial et urgent à cause de la rente pétrolière et surtout de la déstructuration de la campagne. Certes, l'abandon de la campagne n'est pas l'unique conséquence négative de l'émergence du pétrole. Parmi les autres conséquences, on peut citer l'accentuation de la consommation ostentatoire et le mépris du travail productif. La rente avait créé une prédilection pour le luxe rapide et direct qui a provoqué une sorte de démoralisation de l'élite bureaucratique et technocratique travaillant dans le secteur public où elle était très mal rémunérée. Il est vrai que beaucoup d'occasions ont été gâchées, mais que les chances de la Libye ne sont pas épuisées, les ressources humaines et énergétiques y demeurant encore inépuisées et pouvant être très efficaces dans l'avenir du pays.

C'est une nouvelle société qu'il faut, par ses ressources humaines, par ce que Pierre Bourdieu appelle le capital social. Parce que la priorité la plus urgente pour la Libye actuelle est de savoir comment elle pourrait constituer une société d'acteurs et non de clients, c'est-à-dire une société productrice d'intelligences, d'innovations et de projets tirés de son imagination féconde et intarissable. Mais que faire donc quand la rente pétrolière est la mère des paresseuses ?

Moncef OUANNES

Professeur de sociologie, Université de Tunis